

L'Europe de la Défense en mal d'une politique industrielle ?

Le traumatisme – mondial – du 11 septembre 2001 a suscité une réaction forte aux Etats-Unis : l'augmentation de 50% décidée pour le budget de la défense. De son côté, l'Europe continue à s'interroger sur son avenir avec des budgets à la dérive, une OCCAR bien timide et des programmes menacés.

● Le sursaut américain

Les autorités américaines n'ont pas tardé à analyser la crise qui a touché de plein fouet l'aéronautique civile après l'utilisation d'avions civils comme armes de terrorisme de masse, et la psychose qui a saisi le trafic commercial. Simultanément, ces mêmes autorités ont analysé leurs faiblesses et leurs besoins dans la campagne militaire déclenchée en Afghanistan et dont elles ont vite perçu qu'elles ne connaissaient pas les limites, ni dans l'espace, ni dans le temps...

Une aide forte a d'abord été décidée pour l'aéronautique civile, puis une augmentation spectaculaire des investissements dans le budget de la défense, au bénéfice souvent des mêmes groupes industriels : Boeing, surtout, Lockheed Martin, Northrop Grumman, etc. Un signal assez positif – avec la décision sur le choix du chasseur futur JSF – pour encourager l'initiative offensive de ces groupes.

L'industrie européenne n'a pas tardé, à son tour, à ressentir le regain de vitalité agressive des entreprises américaines sur les marchés mondiaux. Airbus qui menaçait Boeing voit son concurrent vigoureusement soutenu par l'administration américaine, Dassault et même les partenaires de l'Eurofighter (EADS, BAE Systems) voient redoubler les offensives américaines, en Asie aussi bien qu'à l'intérieur même du marché européen où, pour reprendre l'expression de Serge Dassault, « certains pays européens préfèrent acheter un avion qui n'existe pas (le JSF choisi par les Pays-Bas) plutôt que de bons avions européens qui existent déjà »

● La frilosité européenne

Face à cette situation, le moins qu'on puisse dire est qu'il n'y pas eu de sursaut des autorités européennes. Les budgets Défense continuent à dériver (voir page 2), l'OCCAR décolle péniblement, les grands programmes qu'elle devait fédérer marquent le pas, faute des commandes initiales pourtant promises par les gouvernements : retard sur l'A400M, retard sur le contrat du missile air-air futur Meteor, etc. La passivité de l'Allemagne ne suffit pas à justifier un retard collectif.

(Suite page 3)

L'opinion prête à un retournement

Il n'est plus possible aujourd'hui de prétendre que les baisses des budgets défense répondent à une tendance lourde de l'opinion publique. C'est le contraire, comme l'a établi un sondage demandé par EADS à IPSOS et effectué pour la 2^e fois en 2001 dans cinq pays européens.

Que dit ce sondage ? Très explicitement, que les partisans d'une augmentation des dépenses consacrées aux équipements technologies de défense au sein de chaque pays (37%, soit +10%) gagnent du terrain pour faire aujourd'hui jeu égal avec ceux qui souhaitent un statu quo (41%) : les Allemands sont volontaristes avec une progression de 23 points en faveur d'une augmentation de l'effort (actuellement minimal). Les volontaristes sont désormais plus nombreux que les partisans du « statu quo » en Grande Bretagne comme fin 2000, mais aussi en Allemagne et en Italie.

(Suite page 2)

ED France rayonne

Quinze mois de présidence d'EuroDefense France me permettent, à l'occasion de l'assemblée générale ordinaire, de dresser un premier bilan de nos activités. Si nous avons ensemble atteint nos objectifs – voir page 2 – le dynamisme de l'association nous permet aujourd'hui de fixer plus haut nos ambitions. ED France peut et doit, sans impérialisme aucun, continuer à rayonner pour propager l'esprit de défense à l'échelle de l'Europe. Ceci suppose un double effort, vers l'interne et vers l'externe. Au niveau français, notre ambition est désormais d'élargir l'association pour y associer nombre de ces jeunes qui, à travers les DEA et DESS de défense, les sessions jeunes de l'IHEDN ou même à titre individuel, s'ouvrent à la dimension défense de la construction européenne. Ils rejoignent ainsi tous ces autres, diplomates, industriels, membres de la société civile ou militaires, qui trouvent dans la défense européenne un prolongement naturel à leur action passée. ED France peut être leur dénominateur commun, et nous devons ouvrir nos portes aux jeunes.

A l'extérieur, le rôle de pionnier que l'association française a eu à l'origine d'EuroDefense sous l'impulsion de Pierre Schwed, nous conduit à maintenir le niveau de créativité et d'imagination qui est nécessaire à tout mouvement militant tel que le nôtre. L'élargissement de l'Europe ne doit nous faire peur, le réseau des EuroDefense en est une belle illustration. Et c'est bien ce réseau multinational et multiculturel, véritable pont au-dessus de l'Europe, dont nous proposons aujourd'hui (voir Pierre Schwed, page 2) qu'il se mobilise au service de la construction européenne.

Emile Blanc

Poursuivre notre mobilisation en 2002

L'équipe qui anime *EuroDefense France* s'était engagée, au début de l'année dernière, à mettre en œuvre un certain nombre de réformes et d'initiatives. Beaucoup a été fait. Autant reste à faire, mais sur cette lancée, ne limitons pas nos ambitions pour cette année 2002 !

- **Nous nous sommes structurés** : l'assemblée générale extraordinaire du 30 mai 2001 a permis à la fois d'approuver les nouveaux statuts permettant de créer un comité de parrainage et une délégation générale, ainsi que d'ouvrir l'association aux personnes morales. C'est ainsi que huit sociétés ont rejoint *ED France*, soit sept partenaires et un membre bienfaiteur. L'arrivée de ces industriels n'a pas seulement permis de renforcer les moyens de l'association, parallèlement au renforcement des soutiens publics (cabinet du ministre de la Défense, DICOD, DGA), elle a incontestablement enrichi notre réflexion, comme le prouve du reste le résultat du travail des commissions.
- **Nous avons rayonné** : entre notre participation aux VII^e rencontres internationales d' *EuroDefense* à Londres, le colloque au Sénat sur les opinions européennes co-organisé avec l'assemblée de l'UEO, le débat avec l'amiral Wellershoff, nous avons largement contribué à diffuser nos idées. Nos publications, avec un bulletin devenu bimestriel et la publication des comptes-rendus de nos colloques, sont devenus un outil apprécié.
- **Nous avons travaillé** : le bilan du travail des commissions est éloquent. La Commission de Politique générale a largement contribué à la réussite des différentes manifestations, dont le colloque de Londres, et a auditionné plusieurs experts (général Raffenne, colonel Vicaire, conseiller Guillaume, sénateur Badré, le juge Jean-Louis Bruguière). La Commission Internationale est à l'origine d'une remarquable étude sur l'effort de défense comparé des différents pays de l'Union (voir p.3). La Commission Industrie a produit un document qui est en cours d'étude dans le réseau sur la coopération européenne par le développement de l'OCCAR.
- **De grands chantiers sont ouverts** : la Commission relations avec les Associations a poursuivi l'échange de liens avec des partenaires comme l'IHEDN ; la Commission Manifestations a lancé à la fois les petits-déjeuners débat et l'ambitieux colloque Jeunes de juillet prochain (voir p.4) ; la Commission Information Documentation a préparé un projet de site Internet pour l'association, en cours de validation. ...
- **Nous voulons consolider le réseau** : lancée l'année dernière sous forme d'un projet de « protocole des *EuroDefense* », l'idée d'un texte commun d'organisation, activement poussée par notre Secrétaire Général, a fait son chemin. *ED Portugal* y a bien contribué (voir p.4), nous en avons discuté, les autres associations y travaillent en vue d'une adoption à la conférence des Présidents. Le réseau est plus actif que jamais !

L'opinion prête... (suite de la page 1)

Autre résultat significatif de ce sondage, et révélateur du progrès de l'idée européenne, les personnes sondées dans ces cinq pays manifestent un désir plus grand de voir se développer l'effort de défense dans un cadre européen. Ainsi 73% souhaitent qu'en matière de conception et d'achat des technologies et équipements de défense, les pays européens décident d'une politique commune (+5 points), avec une progression qui mérite d'être relevée des Britanniques, qui sont 63% à favoriser une solution européenne alors qu'ils étaient 46% en 2000.

Ce sondage, réalisé auprès d'un millier de personnes dans chaque pays, soit près de cinq mille au total, a été effectué entre le 13 et le 23 novembre 2001, donc après les attentats du 11 septembre. Ceux-ci constituent un facteur important, mais certainement pas le seul, d'une prise de conscience européenne. Logiquement, le terrorisme international passe en tête des hypothèses de menace pour la paix et la sécurité dans le monde (71%), devant les armes de destruction massive NBC (70%), la montée des extrémismes (62%), le déséquilibre riches/pauvres (54%) et le conflit pour les ressources naturelles (40%). Il a été présenté aux autres associations *EuroDefense* lors de la dernière conférence des présidents sur l'étude des budgets. En France, il a également été présenté à un certain nombre de responsables, notamment des parlementaires et administrateurs des commissions affaires étrangères et défense du Sénat et de l'Assemblée Nationale, suscitant un intérêt certain.

Pierre Schwed : Une chance à saisir

Le dernier Conseil Européen a décidé de convoquer une Convention dont Valéry Giscard d'Estaing a été désigné Président. Ses travaux seront d'une importance capitale pour l'avenir de l'Europe. EuroDefense peut et doit y jouer un rôle. Les méthodes de travail prévoient qu'un forum sera ouvert aux organisations représentant la société civile, et que leurs contributions seront versées au débat. Or, depuis de nombreuses années, nous cherchions une possibilité de nous exprimer au niveau européen. Désormais, une voie nous est ouverte : Il est donc impératif que nos associations s'y engagent résolument, s'affichent et s'affirment.

Il y a vraisemblablement peu d'organisations dont l'objet corresponde au nôtre et qui soient présentes dans dix pays européens, bientôt 15 ! Participer à ce type de travail est très précisément conforme aux buts que nous nous sommes fixés.

Grâce aux travaux effectués ces derniers mois, cette action est possible : EuroDefense Portugal a, en effet, proposé l'organisation de groupes de travail européens et E D France a mis au point un protocole régissant la vie de notre mouvement. Il nous faut encore un accord des autres associations sur les textes élaborés sans lequel tout ce que nous avons fait depuis plusieurs années serait compromis...

Il s'agit d'une étape capitale, d'autant que la Convention nous offre une opportunité exceptionnelle pour valoriser ce qui a été réalisé. Ensemble, nous pouvons et devons lui présenter des propositions constructives afin d'œuvrer, comme nous nous le sommes fixés, pour que notre continent se dote des capacités nécessaires à sa défense et à son action sur la scène internationale.

P. S.

L'Europe en mal.. (suite de la p.1)

Lors du dernier colloque « Paix & Défense » le 15 janvier à l'Assemblée, un intervenant soulignait que « pas plus de 10% du Titre V » du budget français de la défense n'était affecté à des programmes en coopération européenne. Les coopérations sont ainsi plus du domaine incantatoire que de la réalité, qui reste encore trop nationale. Ce qui contredit, comme le disait Emile Blanc dans ces colonnes, les déclarations ambitieuses faites en 1998 par les six gouvernements signataires de la Lettre d'intention (L.o.I.). Seul reste engagé dans un effort réel pour maintenir son effort de défense le pays qui, ce n'est pas une coïncidence, reste le partenaire privilégié des Américains, la Grande-Bretagne. Président du nouveau pôle européen des missiles MBDA, Fabrice Brégier soulignait, lors d'un autre colloque au Sénat le 21 février, la réalité du décalage franco-britannique : « les dépenses d'équipement hors infrastructure et hors nucléaire, mais incluant R&D et maintenance, sont à 16,6 Md€ en 2000-01 pour le Royaume Uni, alors que la France plafonne à 10,7 Md€ ».

● Une OCCAR bien timide

Outil privilégié de ce qui pourrait être une politique industrielle européenne, l'OCCAR a été portée sur les fonds baptismaux – ceux de sa création juridique – le 18 janvier à Bonn, après une première tentative en décembre, reportée pour désaccord entre ministres de la défense européens. L'événement est plutôt passé inaperçu, entre les hésitations allemandes sur le lancement de nouveaux programmes comme l'avion de transport européen A400M et le choix par les autorités américaines du F35 de Lockheed pour le Joint Strike Fighter, qui menace déjà la cohésion européenne.

**Le document
d'EuroDefense**

C'est le 8 mars, à l'Ecole militaire, que la Commission Affaires internationales d'*EuroDefense France* a présenté l'état de ses travaux de comparaison des efforts de défense aux autorités de la défense française (représentants de la DAF, DAS, DGA, EMA, EMAT, EMM et EMAA) et aux administrateurs des commissions parlementaires de la défense. Les six membres d'ED France ont commenté les douze planches du document en expliquant la méthodologie et en recueillant les avis et suggestions des experts présents.

La difficulté consistait en effet à comparer des périmètres comparables, notamment en distinguant le BCRD (budget commun de R&D) partagé avec d'autres ministères, ou les catégories de personnels (civils ou militaires, etc). En particulier, les effectifs de la gendarmerie française et des carabiniers italiens sont à extraire des comparaisons avec les autres pays.

L'ensemble des autorités présentes a réellement participé à l'exercice de comparaison en apportant des éléments et des remarques constructives. Les tableaux seront revus en conséquence enrichis des commentaires des autres associations EuroDefense et adressés aux présidents des EuroDefense pour être discutés lors de la réunion des présidents à Otzenhausen le 20 avril. Le résultat de ces études du groupe de travail européen fera l'objet d'une présentation lors des 8^e rencontres internationales des *EuroDefense* à Lisbonne, du 25 au 27 septembre prochain.

**Le GIFAS et le recul
européen**

Le président du GIFAS (groupement des industriels français de l'aéronautique et de l'espace) Philippe Camus, président d'EADS, s'alarme du décalage croissant constaté entre l'industrie américaine et l'industrie européenne.

Présentant le 12 mars les résultats annuels du l'industrie aérospatiale française, il a évidemment mentionné l'impact du 11 septembre sur le trafic passagers et sur toute l'activité de l'aéronautique civile, mais pour ajouter : « si les incertitudes sont de nature conjoncturelle dans le domaine civil, elles prennent une dimension structurelle dans le domaine militaire face aux récentes décisions du gouvernement américain ».

Le budget US de la défense passera en effet de 331 milliards de dollars pour l'année budgétaire (Fiscal Year) 2002 à 379 Md\$ pour l'exercice 2003 et 451 Md\$ pour 2007 !

Face à cela, avec des budgets fragmentés et en baisse, l'Europe « reste un pygmée militaire » et doit consentir un effort important pour « limiter l'accroissement du gap technologique et capacitaire avec les Etats-Unis ». Il a du reste, en saluant leur intérêt, cité les travaux de la commission Verret au sein d' **ED France** pour arriver à comparer l'effort de défense réel des pays européens.

Quant à la France, il a souligné l'écart croissant entre le niveau des engagements à moyen terme type Loi de programmation, et la réalité des crédits dépensés annuellement : « l'écart entre loi de finances initiale et exécution s'élève à 22 Md€ sur la période 1990-2001, soit l'équivalent de deux annuités budgétaires. »

Philippe Camus en conclut que si la France veut espérer retrouver sa place d'acteur majeur en Europe dans le domaine spécifique de la défense, il lui faut décider sérieusement un redressement significatif de l'effort technologique, et situer le niveau des dépenses d'équipement à 15 Md€ dans le cadre de la prochaine LPM 2003-2008 (contre moins de 12 Md€ actuellement en crédits consommés) .

**Martino : l'Europe doit
investir !**

Pour le ministre italien de la Défense, Antonio Martino, qui s'exprimait le 13 mars 2002 à Turin lors d'un colloque WEAG/EDIG, « il existe un fossé avec les Etats-Unis dans les technologies de défense, un fossé que l'Europe doit combler. Ce n'est pas un chantier pour demain ou après-demain, mais pour aujourd'hui même. Pour atteindre cet objectif, il faut davantage d'investissements, et il est aussi nécessaire que les entreprises européennes et américaines travaillent étroitement associées. Il n'y a pas là de contradiction, car au contraire la partie européen ne pourrait être que perdante dans une relation conflictuelle avec les Etats-Unis ».

Plus explicite encore, l'administrateur délégué de Fiat Avio, Saverio Strati, a affirmé : « l'Europe doit décider si elle veut ou non une industrie de défense. A moins de vouloir abandonner tout le terrain aux Américains, il ne faut pas abandonner la R&D », d'autant que « ce sont souvent les constructeurs militaires qui mettent au point les produits aux meilleures performances, qu'on adapte ensuite aux avions civils ».

A cet égard, les gouvernements européens doivent selon lui maintenir des programmes technologiques de pointe même an période de baisse des budgets. « Il faut une continuité d'engagement dans la recherche, car si d'ici 5 à 10 ans on devait demander par exemple aux entreprises européennes de produire un successeur à l'Eurofighter, il ne sera possible de le faire au top niveau des technologies du moment que si les entreprises auront continué à y travailler jour après jour ».

Premier petit-déjeuner débat

EuroDefense a inauguré ce nouveau type de manifestation en invitant le 14 février au Cercle de la Mer Laurent Giovachini, directeur de la coopération et des affaires industrielles de la DGA. Sur le thème « L'Europe de demain et l'industrie française d'armement », il a présenté un exposé à la fois précis et synthétique, qui a donné lieu avec les participants, industriels ou non, à un débat stimulant et ouvert sur l'avenir

Colloque au Sénat

C'est en partenariat avec l'assemblée parlementaire de l'UEO – assemblée européenne intérimaire de la sécurité et de la défense, qu'a été organisé le 5 novembre dernier le colloque « Construire l'Europe de la Défense avec le soutien des opinions publiques », dont nous n'avons pas donné ici le compte-rendu. Le Président Poncelet avait bien voulu que cette réunion se tienne au Sénat. L'assistance, très nombreuse, a apprécié les interventions des membres étrangers de la table ronde et celles des nombreuses personnalités françaises et étrangères présentes dans la salle. Deux conclusions principales venaient spontanément à l'esprit : d'une part la grande diversité des approches, très marquées par la nationalité de chacun, d'autre part l'importance du rôle que devraient jouer les parlements dans l'évolution des mentalités collectives, dès lors qu'ils consacraient plus d'efforts à cette tâche. Avant la réception qu'elle a offerte dans les salons Boffrand, Mme Durrieu, sénateur, président de la délégation parlementaire française à l'assemblée de l'UEO, avait conclu le colloque en affirmant la nécessité du soutien des opinions publiques et en soulignant avec conviction le travail qui restait à faire pour le susciter et l'entretenir.

La vie des EuroDefense

EuroDefense Portugal, qui assure cette année la présidence des associations, a adressé aux autres associations la version de synthèse réalisée avec *ED France* d'un « protocole » destiné à mieux organiser le fonctionnement collectif du réseau de nos associations, avec notamment la constitution d'un conseil des présidents des associations, ainsi qu'une présidence tournante s'appuyant sur un secrétariat permanent. L'ambition est évidemment de viser une association de statut européen, pour mieux fédérer notre action collective, surtout au moment où l'Union européenne réfléchit sur l'avenir de ses propres structures. Nous ferons ici le point des débats entre tous les *EuroDefense* et vous informerons de l'avancement du projet, qui doit aboutir à des positions et des outils communs (bulletin, publications, site Internet, annuaire européen, etc), ainsi qu'à organiser de façon plus structurée les activités communes (colloque annuel, conférences-débats, manifestations).

Commissions

- La **Commission de Politique générale**, présidée par Guy Petibon, s'est réunie le 23 janvier pour réfléchir sur l'harmonisation possible des procédures en Europe, au regard de l'expérience de la Bosnie et du Kosovo. Le général de La Presle a fait part de son expérience et la Commission s'est interrogée sur les réalités actuelles de l'organisation du commandement qui présente une certaine dualité. Il a été convenu de demander au général Capdeport de se renseigner sur l'état d'avancement des projets déjà pris en compte, en particulier de la constitution du corps de police civile de 5000 hommes dont 1000 projetables en 30 jours (Gendarmes), décidée récemment.

La Commission devait se réunir à nouveau le 13 mars, pour entendre une personnalité que le général Capdeport souhaitait recevoir, et délibérer sur les règles juridictionnelles communes à l'Europe, voire un éventuel manuel commun de procédure opérationnelle que l'on soumettrait alors aux autorités concernées.

- **Commission Industrie** : le texte coordonné par Yves Sillard, « Vers une coopération européenne d'armement renforcée » a déjà suscité les commentaires très pertinents d'*ED Portugal*, qui seront intégrés avec ceux des autres associations avant que le document soit finalisé par la commission et rendu public.

EuroDefense organise un colloque pour les jeunes

EuroDefense France organise, du 17 au 21 juillet à Saint-Cyr l'Ecole, une rencontre des jeunes européens avec l'objectif d'une meilleure compréhension mutuelle de la perception de l'Europe de la défense par les jeunes des différents pays de l'Union. Elle regroupera une centaine d'auditeurs, étudiants en fin d'études ou jeunes professionnels sélectionnés par les associations *EuroDefense*. Quatre thèmes seront proposés : valeurs et intérêts communs dignes d'être défendus ; vulnérabilités, risques ou menaces concernant les peuples de l'Union ; ambition et rôle de l'Europe dans le monde des prochaines décennies ; mise en œuvre aujourd'hui d'une politique et des moyens européens de la sécurité et de la défense. Intervention de personnalités françaises et étrangères alterneront avec travaux et visites de sites. Un document final s'adressant aux jeunes Européens sera élaboré, et adopté en fin de rencontre. La conception et l'organisation de cette manifestation est assurée par le général François Bresson, président de la commission « Organisation/Manifestations », avec le soutien d'une équipe de volontaires.